N° 402 — CINQ CENTIMES — Mercredi 1er Janvier 1890

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieuil-Abreuvoir, N° 12
TOURCOING, rue Verte, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

ARCHIVES Communales ROUBAIX

Journal Républicain quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES ..... 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES ..... 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS ..... 0 fr. 75 —
LOCALES ..... 1 fr. 00 —

Les annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING aux *Bureaux du Journal*, 4 Place, 10, rue Nationale, à PARIS, à l'Agence Havas, 8 bis, place de la Bourse, 10, et à BRUXELLES pour toute la *BELGIQUE* et la *HOLLANDE*, à la Société anonyme de publicité générale, 104, boulevard Anspach et 2, rue des Teinturiers.

TÉLÉPHONE

L'Année du Centenaire

Nous voici arrivés au dernier jour de cette année 1889 qui a été, à un siècle de distance, l'anniversaire de la Révolution la plus profonde qui ait bouleversé les institutions politiques d'une société humaine.

La grande image de nos pères, le souvenir de la vaillance et de l'énergie avec lesquelles ils se lancèrent à la conquête de la liberté semblent avoir porté bonheur à la période de notre histoire qui vient de s'écouler.

De fâcheux présages entourèrent la naissance de cette année, le gouvernement de la République venait d'atteindre cette phase critique, qu'aucune monarchie n'a encore pu traverser heureusement depuis cent ans, le pays se trouvait dans un état d'esprit que les factions avaient habilement exploité en se groupant derrière le général Boulanger et encouvrant leurs ambitions du masque d'un patriotisme plus bruyant que sincère, la Chambre avait peu de crédit et peu de sympathie dans l'opinion publique, un débordement écœurant de calomnies et de mensonges avait ébranlé la confiance du peuple dans le dévouement de ses meilleurs serviteurs, et quand le 27 janvier, la ville de Paris, elle-même, cette antique forteresse de la démocratie, fit acclamer un prétendant à la dictature par cent mille voix de majorité, on put croire que désormais tout était perdu et qu'il fallait désespérer de l'honneur et de la vertu.

Bien que le coup eut été rude le parti républicain ne se découragea pas cependant, il se résolut à soutenir énergiquement la lutte qu'on venait d'engager et à défendre vigoureusement les libertés publiques menacées. Le cabinet que présidait alors M. Floquet fit adopter par le Parlement une proposition remplaçant le scrutin de liste par le scrutin d'arrondissement, en même temps notre collaborateur et ami M. Depasse, prenait l'initiative dans la presse d'un projet tendant à interdire les candidatures multiples, préparant ainsi un obstacle insurmontable à la campagne plébiscitaire que préparait le chef des factieux; enfin dans ce même ministère, notre concitoyen et ami, M. Pierre Legrand qui avait dans ses attributions le département du commerce, travaillait sans relâche et avec une incessante [illegible] à organiser cette merveilleuse Exposition universelle qui devait être le triomphe de notre France pacifique et industrielle.

M. Floquet avait pris devant ses électeurs l'engagement de proposer à la Chambre la révision de la Constitution, arrivé au pouvoir, il crut devoir tenir les promesses du candidat; ce scrupule de conscience, cette attitude pleine de netteté et de correction font le plus grand éloge de son caractère, mais la Chambre craignant qu'une confusion s'établit dans le corps électoral entre le programme révisionniste de M. Boulanger, et la révision limitée qu'on lui soumettait, émit un vote en faveur de l'ajournement de la question. M. Floquet et ses collègues se retirèrent et furent remplacés au pouvoir par un ministère dont M. Tirard était le président et dont M. Constans était le ministre de l'Intérieur.

La lutte contre le boulangisme acquit immédiatement une fore active et militante, l'action du gouvernement se fit sentir sur tous les points, les institutions républicaines furent protégées, les courages soutenus, les défaillances relevées, on reprit confiance dans l'avenir et chacun dans sa sphère, prit ses dispositions pour tenir courageusement sa place dans la bataille suprême qui allait se livrer.

Se voyant sérieusement menacé M. Boulanger perdit la tête et commit une faute capitale : dans son discours de Tours il eut l'impudence d'avouer le pacte conclu avec les adversaires irréconciliables de la République, rénégat de la démocratie dont il s'était réclamé jusqu'alors et qui avait fait sa fortune, il reconnut publiquement son alliance avec les monarchistes et les cléricaux, n'hésitant point à leur donner des gages et à se livrer complètement à eux.

Dès lors la France était éclairée, elle savait que M. Boulanger ne représentait plus un des groupes progressistes du parti républicain, mais au contraire une coalition formée de tous les ennemis de la République et de tous les débris des partis vaincus.

Désormais la situation était nette, bien tranchée et ne laissait place à aucune erreur. M. Boulanger lui-même s'était chargé du soin de faire connaître aux républicains égarés qu'l avaient suivi, le fond de sa conscience.

Le gouvernement répondit à cette déclaration cynique en prononçant la dissolution de la ligue des patriotes, qui était devenue la garde prétorienne du futur César, en poursuivant les principaux complices du général, et en commençant sur ses menées séditieuses cette enquête qui a abouti au procès intenté à MM. Boulanger, Dillon et Rochefort devant la Haute-Cour.

Aussitôt qu'il se vit menacé de la justice M. Boulanger prit la fuite, c'était une faiblesse, disons le mot une lâcheté irréparable. Ce général qui devait toute sa popularité à ses cavalcades et à son panache, n'avait quelques chances de relever son prestige bient atteint qu'en adoptant une attitude pleine de cette crânerie un peu chauvine qui séduit toujours en France le caractère populaire qui est resté chevaleresque et aime les braves.

Mais un général qui, après s'être posé en matamore, se dérobe piteusement devant la toque d'un juge, cela déroutait toutes les traditions et changeait en mépris les sympathies les plus bienveillantes.

Ce qu'a été le procès engagé contre M. Boulanger, tous nos lecteurs se le rappellent, ses révélations furent écrasantes, M. Boulanger en sortit déconsidéré et perdu à jamais et on comprit alors pourquoi ce ministre concussionnaire n'avait pas osé affronter avec un tel passé derrière lui ce tribunal suprême.

Pendant ce temps l'Exposition universelle faisait l'admiration du monde entier, vingt-cinq millions de voyageurs venaient contempler ses splendeurs et, en dépit de l'abs- tention officielle des rois, les peuples se pressaient dans notre capitale.

Jamais la puissance et la grandeur de la France n'avaient été démontrées d'une façon aussi éclatante. On l'avait connue malheureuse, ruinée, épuisée après les désastres de 1870, on la retrouvait après dix-huit années de gouvernement républicain, capable de soutenir avantageusement la concurrence au point de vue industriel, commercial et militaire avec toutes les nations du monde.

Cette marque de sa force et de sa prospérité a causé une surprise extrême à nos ennemis et leur a fait comprendre qu'il serait sage et prudent désormais de ne plus renouveler les provocations de jadis.

L'Exposition aura ainsi rendu un service inappréciable à la paix, elle aura également servi la cause de la liberté en montrant aux peuples réunis à quels résultats admirables peuvent arriver les nations lorsque leurs constitutions sont fondées sur des institutions démocratiques.

L'opinion publique était désormais édifiée, les mensonges et les calomnies des feuilles de l'opposition étaient frappés d'impuissance. La coalition, néanmoins, voulut tenter un dernier effort, les élections départementales ne traduisirent par une défaite sensible pour la réaction, écrasante pour le boulangisme qui put, à grand peine, obtenir une douzaine de sièges, au lieu de quatre-vingts qu'il avait annoncés.

Les élections générales transformèrent la défaite en déroute définitive, le boulangisme fut anéanti, la réaction réduite à l'impuissance et une majorité gouvernementale et prête à réaliser les vœux du suffrage universel a été constituée.

Quand on pense à ce qu'était la France au lendemain du 27 janvier et quand on rapproche ces tristes souvenirs de ce qu'elle est aujourd'hui, on reconnaît que l'année 1889 a été doublement heureuse et qu'elle a rendu d'immenses services à la cause de la liberté. Elle tiendra dans notre histoire une place exceptionnelle et rappellera à nos enfants ces deux grands faits inoubliables : .

Le triomphe dans le monde de la France pacifique et républicaine;

L'écrasement de la dernière tentative d'asservissement du peuple par une dictature militaire.

Au lieu de la France humiliée et subjuguée, elle nous aura rendu la France glorieuse et sauvée. C'est une belle page.

Th. BERGES.

L'INFLUENZA

La marche de l'épidémie. — A Berlin, à Metz et à Vienne

Berlin.

L'influenza prend un caractère grave. De nombreux décès sont signalés. Le romancier Dahn, ainsi que l'épouse de ce dernier, sont à toute extrémité.

On signale une aggravation de l'état sanitaire en province.

EN ALSACE-LORRAINE

Metz.

L'influenza sévit fortement dans la garnison.

Le 38e et le 130e d'infanterie sont particulièrement atteints.

L'hôpital militaire est bondé.

On emménage des chambres spéciales dans les casernes pour y recevoir les malades.

EN AUTRICHE

Vienne.

L'archiduc Charles-Louis, frère de l'empereur, atteint, est forcé de garder ses appartements. Ses trois filles, qui avaient eu la même maladie, se trouvent en voie de convalescence.

La mortalité à Paris

On lit dans l'*Autorité* :

Hier dimanche, il y a eu 430 inhumations; l'arrondissement le plus éprouvé a été le onzième où il y a eu 47 enterrements.

Cas curieux d'influenza

Elisée Reclus raconte le bizarre fait suivant :

« La petite communauté de Saint-Kilda, composée en juillet 1877 de 19 familles et 76 individus, constitue, par le fait même de son isolement, un groupe tellement distinct que l'arrivée d'un navire, avec ses matelots, ses passagers, dont le genre de vie diffère absolument de celui des insulaires, suffit à donner aux Gaels de Saint-Kilda un malaise général accompagné de rhume; cette maladie que l'on appelle *eight days sickness* (maladie des huit jours) ou *boatcough* (rhume de bateau), est dangereuse surtout pour les hommes, et quand le bateau qui importe le mal est venu de l'île Harris, les cas de mort causés par cette affection ne sont pas rares. De même dans plusieurs îles du Pacifique la seule présence d'un étranger suffit pour répandre comme une atmosphère de maladie. »

WILLIAM-EWART GLADSTONE

M. Gladstone a célébré dimanche à son château de Hawarden, le quatre-vingt unième anniversaire de sa naissance.

Né le 27 décembre 1809, à Liverpool, troisième fils d'un marchand écossais qui, à la suite d'une faillite, était venu s'installer et refaire sa fortune dans les colonies des Indes, William-Ewart Gladstone, — le grand vieillard (the great old man), comme l'appelle l'Angleterre tout entière, sans distinction de parti, — entre aujourd'hui dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'illustre homme d'Etat se porte admirablement bien. Il a été, en cette journée de fête, entouré de presque tous les membres de sa famille; ses fils, MM. Henry et Stephen Gladstone; le révérend M. Drew, son gendre, et Mme Drew sa fille, M. Herbert Gladstone, son fils et secrétaire, Miss Helen Gladstone, sa fille.

Dans ces derniers jours, M. Gladstone, qui a suspendu depuis quelques mois le passe-temps favori auquel il se livrait, l'abattage des chênes à coups de hache, s'occupait du classement propre aux dix livres de la bibliothèque qu'il vient de faire construire à Hawarden, près du château attenant à un collège classique qu'il a contribué à établir dans la localité. Il apparaît un grand entrain à travail, et hier encore il a passé la plus grande partie de la journée, juché sur des échelles, classant lui-même dans les rayons ses propres livres qu'il a transférés à cette bibliothèque.

Aujourd'hui dimanche, en fidèle fervent de l'Eglise d'Angleterre, M. Gladstone a, selon sa coutume inamovible quand il réside au château de Hawarden, fait à haute voix la lecture de la Bible à l'église de la paroisse, dont l'un de ses fils est le vicaire du pasteur.

Dès hier samedi, d'innombrables visiteurs sont venus en voiture ou à pied, de Chester à Hawarden, pour rendre visite ou porter leurs cartes à l'illustre octogénaire.

Les cadeaux et souvenirs arrivent par centaines et par milliers, de tous les points de l'Angleterre, de l'Amérique et de toute l'Europe. Les milliers de télégrammes et de lettres ont été reçus à la petite station de Hawarden, qui, par ordre de l'administration, est restée en activité toute la journée et toute la nuit, et par exception, toute la journée de dimanche, pour suffire à ce trafic extraordinaire.

Les Traités de Commerce
ET L'ENQUÊTE

Le conseil supérieur de l'agriculture a l'intention de presser l'enquête relative au maintien ou à la suppression des traités de commerce. C'est sur son initiative que M. Faye vient d'ordonner la réorganisation du service de statistique dans son département; c'est M. Fléchier, un statisticien du plus grand mérite et qui s'est déjà occupé de plusieurs enquêtes de ce genre, qui est chargé de cette besogne; comme il a déjà réuni de très nombreux documents, on peut avoir certitude qu'il mènera très rondement et très sûrement son travail.

Au ministère du commerce, l'activité est non moins grande et les renseignements pour établir les statistiques sont réclamés de tous côtés. Cette hâte est, en somme, très justifiée, car il est certain que les discussions économiques pour l'établissement d'un nouveau tarif général des douanes demanderont au Parlement un temps très long.

Les Canons pneumatiques

C'est encore d'Amérique que nous viennent ces canons pneumatiques ou à air comprimé, dont on a tout d'abord nié la puissance et qu'on regardait volontiers comme des jouets, à l'instar de leurs devanciers les fusils à vent.

Mais il fallut bien croire à ces nouveaux engins quand ils furent expérimentés, le 20 septembre 1887, par leur inventeur, M. le lieutenant Zalinski, de l'artillerie de l'armée régulière des Etats-Unis.

Les premiers essais eurent lieu dans la rade de New-York, sur un vieux navire, à une distance de deux kilomètres environ, et ils parurent si favorables au gouvernement des Etats-Unis, que celui-ci se décida à la mise immédiate en chantier d'un certain nombre de canons pneumatiques, spécialement pour les usages de la marine.

Ces canons sont destinés à lancer des obus-torpilles contenant une forte charge de dynamite ou de gélatine, soit sur des navires, soit sur des ouvrages de fortification. Mais, comme la dynamite détonne avec la plus grande facilité, il a fallu prendre des précautions particulières.

Le canon a été, en conséquence, construit pour obtenir de faibles vitesses initiales imprimées aux projectiles. Il a été, en outre, établi pour un tir lent et sous un grand angle. Enfin, la pression de l'air comprimé dans le canon est progressive, plusieurs réservoirs d'air comprimé venant successivement augmenter la vitesse du projectile, pendant sa marche à l'intérieur du canon.

Les deux canons pneumatiques qui arment le *Vesuvius*, croiseur rapide des Etats-Unis, ont un calibre de 38 centimètres et une longueur de 16 mètres. Leurs projectiles contiennent une charge de 100 kilos de dynamite.

Ils ont été essayés avec succès au mois de janvier 1889.

A une distance de deux kilomètres, la moitié des coups ont porté dans un rectangle de 17 mètres de large sur 50 mètres de profondeur. Dans ces conditions, un navire ennemi aurait été coulé à la suite de la dépense d'un petit nombre de projectiles à dynamite. Il n'est pas nécessaire, en effet, qu'il soit atteint par le projectile pour couler, en raison de l'action destructive qu'exerce la dynamite à grande distance.

La campagne maritime du *Vesuvius* a été, d'ailleurs, rien moins que favorable aux canons pneumatiques. Au bout de quelques semaines, ceux-ci ne fonctionnaient plus : les réservoirs à air comprimé notamment.

C'est qu'en effet les canons pneumatiques sont très exposés à diverses détériorations. Ils doivent avoir au moins 16 mètres de longueur, en raison de la nature du moteur et des relais successifs de force qui sont nécessaires. Pour diminuer le poids, les parois du canon sont de faible épaisseur et par conséquent fragiles.

Les canons inclinés du *Vesuvius*, qui débordent de beaucoup en dehors du navire, ressemblent en somme à de longs tuyaux de poêle, dont ils ont la fragilité. Et ils sont mis hors de service par le moindre choc et par le plus petit éclat de projectile.

Au surplus, ils peuvent être encore rendus impuissants si les appareils à air comprimé sont endommagés. Et ceux-ci, qui consistent en réservoirs à fortes parois métalliques, sont nécessairement placés à côté du canon et exposés, par conséquent, à recevoir les éclats de projectiles.

Les Américains n'ont pas été effrayés de ces premiers insuccès. Ils ont bâti plus solidement les diverses parties de la pièce, et finalement la deuxième campagne du *Vesuvius* a donné de bons résultats au point de vue de la résistance des canons pneumatiques.

Aussi bien, la plupart des puissances ont fait des commandes aux Etats-Unis : l'Angleterre, l'Egypte, la Turquie et l'Italie notamment, pour la défense de son grand port militaire de la Spezzia.

Quant à l'Allemagne, elle a entrepris à Kiel la construction de pièces pneumatiques sans recourir à la Compagnie américaine. Et récemment, l'Angleterre en a fait construire à Birmingham, qui peuvent donner une pression de 5,000 livres par pouce carré sur le projectile, c'est-à-dire une pression au moins double de celle du projectile américain. Le projectile anglais contiendra 200 kilos de dynamite, et sera destiné à remplacer les torpilles.

En France, le canon à vent a peu de succès jusqu'à présent. Nos canons, qui lancent à forte charge des obus à mélinite jusqu'à 8 kilomètres au moins, sont bien supérieurs, en effet aux canons pneumatiques qu'ils peuvent contrebattre à distance et sans danger.

Toutefois, il faut reconnaître que ceux-ci pourront être employés dans la défense des côtes et des passes étroites. Bien abrités dans des plis de terrain, ils rendront de bons services au moment, par exemple où la flotte ennemie voudra opérer un débarquement, franchir un goulet ou forcer c'embouchure d'un fleuve.

UN LIEUTENANT-COLONEL

LE MOUVEMENT ÉLECTORAL
DANS LA SEINE

Six cents électeurs, réunis boulevard de la Gare, 93, viennent d'adopter la candidature de M. Basly pour la 2e circonscription du troisième arrondissement.

Les groupes sociaux-révolutionnaires du canton de Saint-Denis ont adopté la candidature de M. Pernin, ouvrier forgeron.

UNE FÊTE ENFANTINE
CHEZ Mme FLOQUET

Deux cents enfants ont passé l'après-midi d'hier dans les salons de l'ancien Palais-Bourbon, tournant Mme Charles Floquet qui a repris le charmante habitude de réunir autour d'elle, pour les fêtes de Noël, les petites fadettes du nombreux personnel de la Chambre des députés!

Un théâtre de marionnettes, dont les enfants ont suivi la représentation avec autant d'intérêt que de gaîté, a ouvert la série des distractions qui se sont terminées par une large distribution de jouets et de gâteaux à laquelle présidait Mme Charles Floquet, avec une bonne grâce qui a ravi tous ceux qui ont pris part à cette petite fête.

L'État-Major général en 1890

Dans le courant de l'année prochaine, il se produira relativement peu de mouvements parmi les titulaires de nos grands commandements militaires.

Le conseil supérieur de la guerre ne recevra aucune modification, et dans les corps d'armée, le 7e seul donnera lieu à la désignation d'un nouveau commandant de corps, par suite du passage du général Logerot au cadre de réserve.

C'est à la date du 1er février que le général Logerot anciennement ministre de la guerre du premier cabinet de M. Carnot, sera atteint par la limite d'âge.

Le 26 mars, les pouvoirs du général Saussier, ancien gouverneur militaire de Paris, devront être renouvelés.

Parmi les autres généraux de division, dix atteindront l'époque de leur passage dans la deuxième section de l'état-major général de l'armée. Ce sont les généraux Hubert de la Hayrie, commandant la 12e division à Reims; L'Hotte, inspecteur général du 4e arrondissement d'inspection et président du comité des-

---

Feuilleton de l'*Avenir de Roubaix-Tourcoing* 61

LA PETITE MIONNE

DEUXIÈME PARTIE

LES DÉSESPÉRÉS

Ainsi, ils partiraient ensemble le lendemain matin, et elle devait se tranquilliser, elle pouvait avoir confiance et compter sur lui.

Laurence se sentit alors rassurée; mais il y avait en elle l'anxiété de l'inconnu qui l'attendait, l'effroi de se trouver au milieu d'étrangers qui l'auraient reçue par compassion; pour qui elle serait une gêne.

Dans la soirée, une lettre adressée à Alexis Mollin arriva. Aussitôt décachetée, il courut à la signature et poussa une exclamation de joie.

Laurence était là, palpitante d'émotion, l'interrogeant du regard.

— Eh bien, oui, mademoiselle Laurence, dit le jeune homme, vous avez deviné; il ne vous a pas oubliée, c'est monsieur Florentin Broussel qui m'écrit.

— Et que vous dit-il, monsieur Alexis?

— Tenez, lisez vous-même, répondit le jeune homme, en mettant la lettre entre les doigts de Laurence.

— Oh! comme mon cœur bat! fit-elle.

Enfin, parvenant à surmonter son émotion, elle lut à haute voix les lignes suivantes :

« Cher monsieur Mollin,

« Vous allez revenir à Paris, et moi, je suis « au moment de le quitter; mais, si-je bien « de vous le dire encore, de loin comme de « près je penserai à ceux qui, en un instant, « sont devenus mes amis.

« Voici ce dont vous êtes chargé, et je ne « doute pas du plaisir que vous aurez à remplir cette mission : Vous voudrez bien con« duire Mlle Laurence chez Mme Violet, couturière, rue Caumartin, n° 32.

« Mlle Laurence a été particulièrement re« commandée à cette dame, et elle est atten« due. Mme Violet est veuve et n'a point d'en« fant; Mlle Laurence deviendra sa fille; elle « trouvera dans cette maison toute l'affection « dont son cœur a besoin, en même temps « que la tranquillité et la paix de l'âme. »

« Courage et bon espoir !

» Votre tout dévoué,

» Florentin Broussel.

Le front de la jeune fille s'était subitement éclairci, la joie étincelait dans ses yeux.

— Cette fois, vous voilà complètement rassurée? dit Alexis.

— Oui, monsieur Alexis, mais je suis mécontente de moi.

— Pourquoi?

— J'ai manqué de confiance, j'ai douté des bonnes intentions de M. Broussel à mon égard, et, quand il pensait à moi, je l'accusais de n'avoir donné un faux espoir; il semblerait que je n'ose plus croire au bien, à la bonté. Et pourtant, tout ce que vous m'avez dit depuis huit jours, tout ce qu'on fait pour moi devrait chasser de ma pensée la souvenir de terribles impressions.

— Allons, mademoiselle Laurence, courage et espoir, comme nous le dit M. Broussel; j'en suis convaincu, pour vous et pour moi les mauvais jours sont passés.

— Dieu le veille, monsieur Alexis!

Le soir, un peu avant la nuit, le logeur vint trouver Alexis.

— Ainsi, monsieur Mollin, dit-il, c'est bien décidé, vous nous quittez demain?

— Oui, mon cher hôte, demain matin.

— Pas avant d'avoir déjeuné?

— J'espère bien déjeuner demain avec mon ami Georges.

— Alors on vous tiendra prêt, pour vous et Mlle Laurence, du café au lait, que vous prendrez avant de partir.

— Soit.

— J'ai préparé la note de ce qui a été dépensé et je vous l'apporte.

— Ah! fit le jeune homme, qui rougit jusqu'aux oreilles.

— Voyez, monsieur Mollin, tout est compté au plus juste.

— Oh! je n'en doute pas.

— J'ai ajouté les visites du médecin, que j'ai payées.

— Ah! vous avez payé les.... visites du médecin?

— Sans doute.

— Enfin votre note se monte à?...

— Voilà le chiffre de l'addition : cent quarante francs.

— Très bien, cent quarante francs. Seulement, mon cher hôte...

— Il me reste donc à vous remettre cent soixante francs.

— Hein, vous dites?

— C'est soixante francs, monsieur Mollin. Voici un billet de cent francs, et de cinquante et une pièce de dix francs.

— Mais... mais, ballotin le poète, comprenez enfin qu'il y avait là un nouveau trait de générosité de M. Broussel, cet argent n'est pas à moi.

Le logeur sourit et répliqua :

— Il me reste donc à vous remettre cent soixante francs.

— Hein, vous dites?

— Mais... mais, ballotin le poète, comprenez enfin qu'il y avait là un nouveau trait de générosité de M. Broussel, cet argent n'est pas à moi.

Le logeur sourit et répliqua :

— Il me reste donc à vous remettre cent soixante francs.

— Hein, vous dites?

— C'est soixante francs, monsieur Mollin. Voici un billet de cent francs, et de cinquante et une pièce de dix francs.